

DP

# DOMAINE PUBLIC

**Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse**

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

*En continu, avec liens et commentaires, sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch)*

DP2200

Edition du  
09 avril 2018

DANS CE NUMÉRO

---

**Social-démocratie, les nouvelles approches** (Jean-Daniel Delley)

Changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (2 / 2)

**Européens, encore un effort pour la mobilité durable** (René Longet)

Un appel lancé sous les auspices de la Fondation Jean Monnet

**En quête de cryptomonnaies** (Jean-Pierre Ghelfi)

Plus de questions que de réponses

**Un passeport ne suffit plus à légitimer sa nationalité** (Michel Rey)

Pour devenir Suisse, il faut être plutôt riche, bien formé et Blanc

# Social-démocratie, les nouvelles approches

Changer de logiciel pour rester soi-même dans un monde qui évolue (2 / 2)

Jean-Daniel Delley - 05 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33011>

L'érosion de la social-démocratie résulterait des compromissions de ses mandataires, voire de la trahison des idéaux de justice et d'égalité, prétend la gauche qui se dit combative. Cette approche moralisatrice sous-entend que le renouveau et donc le succès des partis socialistes résideraient dans une sorte de retour au passé. La critique se révèle stérile dans la mesure où elle ignore les profonds changements qu'ont connus nos sociétés.

L'analyse des politologues Häusermann et Laïdi ([DP 2199](#)) nous paraît plus fructueuse. Les causes de l'affaiblissement de la gauche démocratique sont principalement de nature structurelle, diagnostiquent-ils. La mondialisation tout comme la révolution technologique ont profondément transformé le marché du travail. La base ouvrière, électorat traditionnel de la social-démocratie, a fortement diminué (automatisation, délocalisations). La main-d'œuvre peu qualifiée du secteur tertiaire reste difficilement mobilisable et, dans sa grande majorité, ne dispose pas des droits politiques. La conscience d'une appartenance commune, qui faisait la force de la classe ouvrière, a laissé la place à un individualisme croissant. A quoi il faut ajouter le fait que les

acquis sociaux (filet social, réduction du temps de travail notamment) relèvent d'une normalité dont la gauche peine à récolter les dividendes.

## Les valeurs plutôt que les intérêts économiques

Les enquêtes sociologiques et les expériences réalisées par les neuroscientifiques nous permettent de mieux comprendre les motivations des comportements politiques, ainsi que l'a exposé un [article](#) très détaillé du journal en ligne *Republik*. Pour le psychologue américain [Jonathan Haidt](#), les citoyennes et citoyens ne déterminent pas leurs choix politiques d'abord en fonction de leurs intérêts économiques. L'observation de la vie politique helvétique valide ce constat. L'UDC attire les couches populaires alors qu'elle mène une politique économique et sociale objectivement favorable aux privilégiés. Les objets soumis au suffrage populaire comme la réduction du temps de travail ou l'amélioration des prestations sociales sont généralement refusés. Non, nous dit Haidt, le vote reflète d'abord un système de valeurs; il possède une dimension morale: «*Le choix politique s'apparente moins à un acte d'achat qu'à la fréquentation d'une église.*»

Dans la course aux suffrages populaires, la gauche part avec un net désavantage. Elle présente généralement un large catalogue de mesures censées améliorer la vie. Elle parle à la tête, à la raison; elle met en avant les intérêts des gens. La droite populiste, elle, ne s'embarrasse pas de longs discours. Elle fait usage de concepts simples, de slogans qui ne renvoient pas tant aux intérêts matériels qu'à des valeurs refuges telles par exemple que la sécurité, la fierté, l'indépendance. Des valeurs dont elle identifie les adversaires, le plus souvent plus défavorisés que les couches populaires: étrangers, requérants d'asile, bénéficiaires de l'aide sociale, auxquels il faut ajouter la «*classe politique*» dont elle rêve de prendre la place. Bref, la droite populiste parle aux tripes.

## La séduction de la pensée rapide

Le psychologue [Daniel Kahneman](#), prix Nobel d'économie en 2002, a étudié de manière empirique les conditions de la prise de décision. Ses résultats permettent de mieux comprendre nos choix politiques. Ainsi le psychologue identifie deux sortes de pensée: la pensée rapide et la pensée lente. La première est intuitive,

émotionnelle et ne demande pas ou peu d'effort. Utile dans la vie quotidienne, elle nous permet de réagir sans tarder, de manière quasi réflexe, pour faire face à des événements inattendus qui demandent une réponse urgente; ou face à des situations routinières qui n'exigent pas réflexion. Elle ne résiste guère à nos *a priori* et autres idées reçues. La seconde, plus réfléchie, plus contrôlée et plus logique, exige effort et concentration. Le discours populiste s'adresse typiquement à la pensée rapide. En jouant sur la peur et la frustration, il tire avantage de cette forme de pensée: perception de la réalité en noir et blanc, une simplification qui apporte un sentiment de sécurité.

La gauche gagnerait-elle à adopter ce type de discours et à davantage solliciter cette pensée rapide? On peut observer un populisme de gauche qui flirte avec les réflexes de défense, par exemple le protectionnisme

économique et social pour faire pièce à la mondialisation, au libre-échange et à la libre circulation des personnes. Mais cette stratégie serait fatale à la social-démocratie. Elle perdrait le soutien du gros de son électorat, à savoir la classe moyenne bien formée, attachée au respect des droits fondamentaux et à une société ouverte.

### **Formation et encore formation**

Pour [Silja Häusermann](#), la priorité réside dans un programme d'investissement massif dans la formation et aussi dans la formation continue (le droit à un capital-formation par exemple), dans la mise en place des structures indispensables à l'accès au marché du travail (accueil des enfants) et dans l'amélioration des conditions de travail (temps partiel, horaires flexibles...). Un tel programme permet d'intégrer les exigences d'égalité entre les sexes et de

répartition équitable de la richesse. Ces revendications ne vont guère attirer les citoyennes et citoyens séduits par le discours populiste, admet la politologue zurichoise. Ces derniers sont plus réceptifs à des propositions telles que la retraite anticipée pleine et entière pour les salariés après 40 ans d'activité ou une revalorisation des salaires. Des réformes qui traduiraient une forme de reconnaissance pour celles et ceux qui vivent la précarité de l'emploi et le déclassement social.

Silja Häusermann ne compte pas sur cette offensive de formation pour convertir les électeurs de l'UDC. Non, cette offensive doit préparer les nouvelles générations à résister aux slogans populistes: une bonne formation libère de la peur du changement et vaccine contre les tendances autoritaires; elle stimule la pensée lente, indispensable à l'exercice d'un choix politique éclairé.

## **Européens, encore un effort pour la mobilité durable**

Un appel lancé sous les auspices de la Fondation Jean Monnet

René Longet - 08 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33023>

Publié au mois de mars par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [Mobilité durable, un appel aux décideurs européens](#) vise à éclairer un volet de l'enjeu climatique peu mis en évidence dans l'Union

européenne, celui de la mobilité. Ce manifeste de 32 pages est issu du travail d'un groupe d'experts qui «s'inscrit dans une vision durable de la société au niveau mondial». Il se réfère en particulier aux

conclusions de la conférence [Habitat III](#) des Nations unies et aux [17 Objectifs de développement durable](#).

Face aux politiques actuelles de la mobilité, «il s'agit

désormais d'oser des approches plus radicales». Relevant le lien entre «la carte des votes populistes en Europe avec un état des lieux des transports, en termes de densité et de qualité», l'Appel souligne qu'«après des décennies de promotion des mobilités rapides sur de longues distances, il est impératif notamment de rééquilibrer les efforts et de penser la mobilité en favorisant la vie quotidienne des citoyens».

En effet, l'équipement différencié des territoires souligne les inégalités qui laissent de côté tant les régions rurales que les banlieues populaires. Le rapport rappelle que dans l'UE, en Suisse et en Norvège, 70% de la population vivent désormais dans des espaces urbanisés, et que les villes sont aujourd'hui porteuses d'engagements nettement plus dynamiques que les Etats.

S'agissant des divers modes de déplacement, l'Appel relève la part devenue marginale du rail, alors que ses performances en termes de CO<sub>2</sub> sont excellentes. Il ne représente que 10% du transport des personnes et 15% des marchandises, qui n'occasionnent que 0,5% des émissions de CO<sub>2</sub> du système de transport. Illustration d'une efficacité énergétique 5 à 10 fois meilleure que la route (sans parler de l'aviation). Mais tant que la politique des transports n'intégrera pas ses externalités dans les coûts facturés, l'on continuera à pénaliser le rail et favoriser la

route.

Ainsi en est-il du [rapport Spinetta](#) rendu au premier ministre français début 2018, qui propose l'abandon de 9'000 km de dessertes ferroviaires locales dans un pays qui a déjà supprimé les deux tiers du réseau historiquement existant.

La clé d'une politique climatique cohérente reste une taxe sur le carbone à la hauteur des dommages environnementaux causés par les énergies fossiles: pollution depuis l'extraction jusqu'à l'utilisation, emballage de l'effet de serre...

L'Appel insiste malheureusement peu sur ces leviers essentiels que sont le redéploiement du ferroviaire et un juste prix du fossile. Il rappelle toutefois les actes pionniers de certains industriels comme Michelin, «qui expérimente depuis 2016 un prix interne du carbone pour ses propres projets d'investissement sur la base de 50€ la tonne de CO<sub>2</sub>».

Globalement cependant, l'industrie européenne reste peu encline à relever le défi d'une économie décarbonée, préférant valoriser ses rentes de situation plutôt que sa compétitivité, notamment face à une Asie plus innovante. De même, les tentatives de renforcement des normes d'émission de CO<sub>2</sub> des véhicules routiers se «heurtenant au lobbying le plus conservateur».

A juste titre, l'Appel souligne qu'une bonne partie des enjeux

de la mobilité se situent en dehors du système des transports, dans «la démultiplication de déplacements fondamentalement inutiles» et les mouvements pendulaires qui «n'ont cessé de s'amplifier au rythme de la périurbanisation depuis plus de cinquante ans».

Il s'agit de passer d'une gestion fondée sur «une économie de l'offre» à une «économie de la demande», à travers notamment le «développement du télétravail et la multiplication des espaces de coworking» et «des nouvelles formes de mobilité impliquant le partage ou le covoiturage», ou encore en tendant «vers une économie circulaire».

Affirmant une option pro-électricité, l'Appel reste muet sur le mode de production de cette électricité. Solaire, éolienne, hydraulique, parfait. Mais thermique au charbon ou au nucléaire? On remplacerait au mieux une nuisance par une autre.

Si en Suisse la discussion sur la mobilité est récurrente depuis les années 1980, dans la plupart des pays européens elle ne fait que commencer. A ce titre, ce dossier pourra constituer un utile élément de prise de conscience et de convergence. Car sur notre continent, la mobilité est responsable d'un quart des émissions de gaz carbonique et d'un tiers de la dépense énergétique.

La transition vers la durabilité est à la fois une nécessité et une chance d'un meilleur

équilibre et d'une meilleure qualité de vie sur les territoires, d'une réduction des risques et du développement de nouveaux marchés à travers des investissements utiles à

tous.

Il y a là pour l'Europe «*une perspective de dynamisme économique que ses décideurs confrontés à l'urgence climatique n'ont, jusqu'ici, pas*

*suffisamment prise en compte*». Et si la nécessaire taxation du carbone pouvait faire coup double: dissuader la mobilité polluante et financer une mobilité vertueuse?

## En quête de cryptomonnaies

Plus de questions que de réponses

Jean-Pierre Ghelfi - 06 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33017>

Que sont les cryptomonnaies? Des monnaies qui, comme toutes les monnaies, constituent un moyen de paiement.

Elles relèvent cependant d'un genre particulier. Elles n'existent que par l'intermédiaire d'un programme informatique complexe dénommé [blockchain](#), ou chaîne de blocs — thème qui sera abordé dans un autre article.

Les cryptomonnaies n'ont pas d'existence réelle. Leur émission est strictement privée. Elles n'ont pas force libératoire: personne n'est tenu de les accepter en paiement d'une dette, contrairement aux monnaies habituelles émises par une banque centrale et reposant sur des normes légales. Aucune autorité n'en garantit la valeur.

Les personnes qui doutent fort des cryptomonnaies disent que celles-ci ne sont que du vent et qu'il faut s'en méfier comme de

la peste. D'autres pensent au contraire qu'elles sont à l'origine d'un nouveau système financier, indépendant de banques centrales et d'institutions étatiques, qui doit être soutenu et encouragé.

Même si les médias ne parlent le plus souvent que d'une cryptomonnaie — le [bitcoin](#) —, de très nombreuses ont été créées ces dernières années. Elles ont pour objectif et ambition de permettre à des personnes, sociétés et institutions de conclure des contrats de toute nature et d'assurer un trafic de paiement indépendant des structures existantes, avec des commissions bien inférieures, disent-elles, à celles prélevées par les banques.

En l'absence de garantie étatique, la valeur des cryptomonnaies dépend exclusivement de la confiance que les participants leur accordent. Leur prix résulte de l'offre et de la demande — analogue au cours d'un titre

coté en bourse.

### Un acte de foi

La confiance est une composante essentielle. C'est évident pour les cryptomonnaies qui n'ont pas de valeur intrinsèque. Mais le problème de la confiance vaut aussi pour les «*vraies*» monnaies. La garantie de l'Etat et de la banque centrale constitue une composante rassurante. Elle reste pourtant relative.

Le public accorde sa confiance à la monnaie d'un pays dont la situation économique et la gestion financière paraissent stables et prévisibles. En revanche, si la situation financière laisse à désirer au point que le taux d'inflation comporte deux ou trois chiffres, la défiance ou la méfiance prévalent au point que la population cherchera à se défaire de cette monnaie et à lui préférer une monnaie étrangère dont la conservation de la valeur lui paraîtra moins



aléatoire.

La situation des cryptomonnaies n'est pas totalement différente. Leur naissance est récente. Les raisons objectives qui permettent de penser qu'elles auront demain au moins autant de valeur qu'aujourd'hui font défaut. L'évaluation du risque pour les monnaies habituelles repose sur un historique plus ou moins rassurant, alors que celui de chacune des cryptomonnaies manque singulièrement de substance.

Néanmoins, on peut comprendre, sinon approuver, que le nouveau modèle financier qu'elles proposent, totalement détaché d'institutions publiques et ne reposant que sur l'appréciation de personnes domiciliées n'importe où dans le monde, emporte leur adhésion.

Elles font un pari, un acte de foi un brin décoiffant quant à leur pérennité, leur généralisation, voire même à leur capacité de se substituer aux monnaies nationales. Bref, elles accordent leur confiance sinon aux cryptomonnaies en général, du moins à l'une d'entre elles en particulier. D'ailleurs, une cryptomonnaie n'existerait tout simplement pas sans la confiance, au moins de la part des personnes qui en assurent le financement initial.

### **Foisonnante création**

Lorsqu'on explore un nouveau territoire peu ou pas habité, il est conseillé d'attendre pour en savoir plus. Il s'est créé ces

dernières décennies tant de nouveaux modèles économiques, inimaginables ou inconcevables il y a encore peu (Internet, téléphones mobiles, réseaux dits sociaux, commerces et locations en ligne, *streaming*, uberisation...) qu'on ne peut exclure que des innovations transforment le fonctionnement de nos sociétés aussi dans le monde de la finance et de ses diverses monnaies nationales.

Au sein de cette foisonnante et anarchique création de cryptomonnaies, il y aura — il y a déjà eu — des échecs. La validité et la survie d'un tel modèle sera questionné et beaucoup de personnes y laisseront des plumes. L'avantage de cette situation, si l'on ose dire, réside dans le fait qu'elles ne pourront pas se retourner contre une collectivité publique ni lui demander d'être dédommagées. Ces personnes doivent être conscientes du risque fou, insensé même, qu'elles ont choisi et, en cas d'échec, ne pourront s'en prendre qu'à elles-mêmes.

### **Un produit hors-sol**

Parmi toutes les cryptomonnaies créées, le bitcoin occupe le devant de la scène. Après n'avoir pas valu grand-chose durant plusieurs années, sa valeur s'est envolée en 2017 pour atteindre un sommet (provisoire?) en fin d'année à presque 20'000 francs. Une telle progression traduit un emballement spéculatif hors-norme. Pas surprenant que la bulle ait

explosé. La chute fut spectaculaire.

Depuis lors, le cours s'est stabilisé autour de 6'000 à 7'000 francs. C'est sans doute 60% de moins qu'en décembre, mais toujours 6 à 7 fois plus qu'au printemps dernier quand son cours oscillait autour de 1000 francs. Cela signifie qu'en dépit de ses déboires récents, un grand nombre de participants continue d'accorder leur confiance au fameux bitcoin.

Il en ira probablement pour les cryptomonnaies comme pour la plupart des innovations technologiques. A terme, il n'en subsistera qu'un petit nombre qui, peut-être, se seront spécialisées dans certains types de transactions. Mais il est aussi possible que les cryptomonnaies jettent une telle pagaille, réelle ou feinte, dans le système financier international que les gouvernements, les banques centrales et les organisations internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque des règlements internationaux) finiront par en interdire l'usage comme moyen de paiement.

Mettre fin à leur existence pourrait être plus compliqué qu'il n'y paraît. Elles sont un produit en quelque sorte hors-sol, nulle part et partout à la fois; des gouvernements pourraient continuer d'en accueillir le siège social — ce que fait actuellement le canton de Zoug en cherchant à se positionner comme une [Crypto Valley](#), par analogie à la Silicon

Valley.

## La charrue avant les bœufs

L'approche [plus pessimiste](#) conduit à relever qu'en l'absence d'un organisme public de contrôle qui en assurerait au moins la surveillance, les cryptomonnaies, dès leur début, ont vraisemblablement été utilisées pour le financement d'activités illicites ou illégales, telles que l'évasion fiscale, les trafics d'armes et de drogues, le blanchiment d'argent sale, les détournements de fonds publics.

Ces «services» rendus par les cryptomonnaies pourraient-ils n'être que des maladies d'enfance? Peut-on imaginer que le développement futur des programmes informatiques sur lesquels repose leur fonctionnement permette de contrôler ou de limiter les aspects les plus douteux et malsains qu'utilisent des

milieux corrompus pour contourner les lois et poursuivre leurs trafics en toute impunité?

Le pire est possible et le meilleur n'est pas certain. Il ne faudrait cependant pas mettre la charrue avant les bœufs, en imputant aux cryptomonnaies des responsabilités qu'elles n'ont pas. L'économie souterraine et l'économie de l'ombre n'ont pas attendu leur création pour étendre leur influence et leur pouvoir dans beaucoup (trop) de pays. Ce sont d'ailleurs souvent les dirigeants politiques et leurs proches qui en sont les premiers responsables. Trafic d'influence, enrichissements illégitimes, fraudes fiscales à grande échelle, concussion et exploitation des peuples sont monnaie courante (si l'on ose dire!), avec ou sans les cryptomonnaies.

### Peut-être...

Ces dernières ne sont

assurément pas exemptes de risques. Faut-il pour autant limiter leur existence, voire les interdire purement et simplement? N'est-il pas préférable de laisser ces innovations se déployer? Et d'attendre de pouvoir porter un jugement plus objectif, moins passionnel, et parvenir à trier le bon grain de l'ivraie?

Pour le moment, les cryptomonnaies n'engagent que celles et ceux qui y croient et qui y investissent leur argent. Peut-être en gagneront-ils beaucoup. Peut-être perdront-ils toute leur mise. Peut-être le monde apprendra-t-il que cette nouvelle technologie apporte quelque chose de neuf, d'intéressant et d'utile. Peut-être, au contraire, les expériences vécues avec les cryptomonnaies montreront-elles que le système actuel, en dépit de ses insuffisances, reste, tous comptes faits, préférable.

(A suivre)

## Un passeport ne suffit plus à légitimer sa nationalité

Pour devenir Suisse, il faut être plutôt riche, bien formé et Blanc

Michel Rey - 04 avril 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/33001>

La [nouvelle](#) loi fédérale sur la nationalité, en vigueur depuis le 1er janvier 2018, précise les conditions de la naturalisation ainsi que la procédure à suivre. Et ce, juste après que le peuple suisse ait dit oui, en février 2017, à la [naturalisation](#)

[facilité de la troisième génération](#). La procédure avait été lancée dix ans plus tôt par une [initiative parlementaire](#) de la conseillère nationale Ada Marra (PS/VD).

C'est l'occasion pour cette

dernière de susciter une réflexion sur l'identité suisse en publiant son essai [Tu parles bien français pour une Italienne!](#) Son objectif est double. D'abord montrer la représentation que différents acteurs du pays (Parlement et

partis) se font du citoyen suisse avec la logique du «*nous*» et du «*eux*». Ensuite démontrer que l'identité d'une personne ne résonne pas sans la reconnaissance des autres.

Ce bref essai, enrichi des illustrations de Denis Kormann, est agréable à lire. Les propos sont politiques, mais ils s'appuient sur le vécu personnel et familial de l'auteure.

Ada Marra est née de parents italiens immigrés dans les années 60. Elle fait toutes ses écoles dans la région lausannoise et s'engage dans la vie politique de son canton et de notre pays. Elle conserve des liens étroits avec sa famille d'origine dans le sud de l'Italie. Mais voilà, on lui fait sentir qu'elle est «*une pas vraiment suisse*» parce qu'enfant de migrants. Etre titulaire d'un passeport ne suffit pas à légitimer sa nationalité.

### **Les critères pour introduire une demande de naturalisation**

Ada Marra s'interroge sur les critères définis dans la loi de 2018 pour obtenir la nationalité helvétique. Tout d'abord, il est préférable d'être plutôt riche et bien formé. Le Parlement fédéral n'est pas xénophobe; ce ne sont pas les étrangers, mais les pauvres qu'il n'aime pas. Il faut être au bénéfice d'un permis C, lié à l'obtention d'un emploi, ce qui donne une priorité aux personnes formées et d'origine européenne. Les bénéficiaires de l'aide sociale en sont exclus.

L'obligation de subir des tests de langue nationale tant oraux qu'écrits constitue un obstacle important pour nombre de candidats ne disposant que d'une formation scolaire limitée. Et Ada Marra de se demander si, dans cette logique, il ne faudrait pas retirer le passeport aux Suisses inscrits à l'aide sociale ou concernés par l'illettrisme.

Pour Ada Marra, l'identité suisse s'apparente à une roulette russe. Car aux critères fédéraux, les cantons et les communes peuvent en ajouter d'autres, ce qui introduit une inégalité de traitement. Les autorités locales disposent d'une grande liberté d'appréciation pour juger de cette intégration. Les chances d'obtenir la naturalisation pour des candidats répondant aux mêmes critères varient selon le lieu.

Nous sommes par contre sceptiques quant à sa proposition de confier cette compétence à l'administration, seule à même de garantir une égalité de traitement. Face à des décisions politiques discutables, il y a des voies de recours, mais aussi la pression des médias. On se souvient du [cas](#) de cette jeune ressortissante turque déboutée par la commune de Buchs en Argovie, son intégration ayant été jugée insuffisante pour des raisons parfaitement arbitraires.

### **Naturalisé, mais est-on pour autant Suisse?**

La réussite de ce parcours du

combattant ne suffit pas encore à convaincre tout le monde de la suissitude des candidats. Ada Marra cite un tract de l'UDC distribué lors de la campagne référendaire sur la naturalisation de la troisième génération en février 2017 affirmant qu'en 2030 la population suisse serait composée de plus de 50% d'étrangers et de naturalisés. Il y aurait donc les Suisses de naissance (les vrais), les Suisses par naturalisation (les faux) et les non-Suisses, communément appelés étrangers.

Le président de ce parti, [Albert Rösti](#), le déplore: «*Aujourd'hui on parle de naturaliser les Italiens, demain cela sera des Africains.*» Pour lui et pour beaucoup de personnes, le Suisse est Blanc. Et Ada Marra de constater que si pour le Parlement, le Suisse ne peut pas être pauvre et mal formé, pour d'autres il ne peut pas être Noir non plus.

Ada Marra n'aime pas le mot *secundo* ou de deuxième génération. Ces jeunes sont nés et vivent ici. Les enfants ne peuvent être tenus pour responsables de l'histoire migratoire de leurs parents. La crainte de la non-intégration et la peur de naturaliser des criminels motivent ceux qui s'opposent à la naturalisation selon le droit du sol. Mais lorsqu'une personne commet un crime, son passeport pas plus que son degré d'intégration ne justifient son acte.

L'auteure s'interroge sur la



tentative de l'UDC de confisquer la définition du patriotisme et de l'identité suisse. Avec son slogan «*Les Suisses votent UDC*», ce parti se comporte comme les fondamentalistes religieux qui décident de qui est un bon ou

un mauvais musulman, juif, chrétien... Ce qui lui permet de stigmatiser les étrangers, les naturalisés et les Suisses qui pensent autrement.

Nous partagerons l'affirmation d'Ada Marra selon qui nos

appartenances et identités sont diverses. Il y a mille façons d'être Suisse et toutes sont légitimes. «*Ce qui nous lie c'est d'être citoyen d'un même pays avec ses règles démocratiques. C'est ce qui nous fait vivre ensemble.*»

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](http://domainepublic.ch) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

## Index des liens

### **Social-démocratie, les nouvelles approches**

<https://www.domainepublic.ch/articles/32979>

<https://www.republik.ch/2018/01/15/demokratie-unter-irrationalen>

<http://righteousmind.com/>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me\\_1/\\_Syst%C3%A8me\\_2:\\_Les\\_deux\\_vitesses\\_de\\_la\\_pens%C3%A9e](https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_1/_Syst%C3%A8me_2:_Les_deux_vitesses_de_la_pens%C3%A9e)

<https://www.republik.ch/2018/03/08/es-geht-um-wuerde-und-erkennung>

### **Européens, encore un effort pour la mobilité durable**

<https://jean-monnet.ch/numero-9/>

<https://fr.unhabitat.org/urban-themes/mobilite/>

<https://www.dfae.admin.ch/post2015/fr/home/agenda-2030/die-17-ziele-fuer-eine-nachhaltige-entwicklung.html>

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/184000093/index.shtml>

### **En quête de cryptomonnaies**

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Blockchain>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Bitcoin>

<https://www.tagesanzeiger.ch/sonntagszeitung/das-wunder-von-zug/story/28580292>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/geld/Kehrseiten-der-BitcoinWelt/story/16520827>

### **Un passeport ne suffit plus à légitimer sa nationalité**

[https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2016/ref\\_2016-06-172.html](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2016/ref_2016-06-172.html)

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/20170212/index.html>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20080432>

[https://www.payot.ch/Detail/tu\\_parles\\_bien\\_francais\\_pour\\_une\\_italienne\\_-ada\\_marra-9782825710692?cid=0](https://www.payot.ch/Detail/tu_parles_bien_francais_pour_une_italienne_-ada_marra-9782825710692?cid=0)

<https://www.lematin.ch/suisse/Elle-se-trompe-de-sport-national-pas-de-passeport/story/11488187>

<https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/in-20-jahren-sind-es-dann-die-afrikaner/story/14639240?track>